

# L'EPA s'engage sur la non responsabilitÃ© des rÃ©cepteurs passifs

Dossier de<br /> la rÃ©action de H2o  
September 2025

Lee Zeldin, administrateur de l'Agence amÃ©ricaine de protection de l'environnement (EPA), a annoncÃ© les prochaines Ã©tapes concernant les efforts rÃ©glementaires visant Ã assainir l'acide perfluorooctanoÃ© (PFOA) et l'acide perfluorooctanesulfonique (PFOS). "En ce qui concerne la contamination par le PFOA et le PFOS, il reste difficile de tenir les pollueurs responsables tout en offrant une certitude aux rÃ©cepteurs passifs qui n'ont pas fabriquÃ© ou gÃ©nÃ©rÃ© ces produits chimiques. J'ai entendu haut et fort les prÃ©occupations du peuple amÃ©ricain, du CongrÃs et des municipalitÃ©s locales Ã ce sujet. L'EPA a l'intention de faire tout ce qui est en son pouvoir dans le cadre de ses compÃ©tences actuelles, mais nous aurons besoin d'une nouvelle lÃ©gislation du CongrÃs pour rÃ©pondre pleinement Ã nos prÃ©occupations concernant la responsabilitÃ© des rÃ©cepteurs passifs", a dÃ©clarÃ© Lee Zeldin. Ainsi, l'EPA maintient la dÃ©signation de substance dangereuse prÃ©vue par la loi CERCLA (Comprehensive Environmental Response, Compensation, and Liability Act) pour le PFOA et le PFOS et lancera prochainement un processus rÃ©glementaire visant Ã Ã©tablir un cadre uniforme rÃ©gissant la dÃ©signation des substances dangereuses en vertu de l'article 102(a) de la loi CERCLA. Le 17 septembre 2025, le MinistÃre amÃ©ricain de la justice (DOJ) a dÃ©posÃ© une requÃªte au tribunal au nom de l'EPA dans le cadre d'un litige en cours concernant la dÃ©signation du PFOA et du PFOS comme substances dangereuses au titre de la CERCLA. L'Agence maintient actuellement la rÃ©gle qui est entrÃ©e en vigueur le 8 juillet 2024.

ConcrÃtement l'annonce vise Ã Ã©tablir une protection pour les "rÃ©cepteurs passifs", des entitÃ©s (au premier rang desquelles les municipalitÃ©s) n'ayant pas fabriquÃ© ou produit la substance, mais l'ayant reÃ§ue en amont de leur process dans des matiÃres premiÃres, des produits ou des dÃ©chets. La loi CERCLA impose une responsabilitÃ© stricte, large, rÃ©troactive et potentiellement coÃ»teuse Ã ceux qui ont rejetÃ© des substances dangereuses dans l'environnement, et cette responsabilitÃ© s'Ã©tend aux "rÃ©cepteurs passifs". L'administrateur Zeldin a entendu les membres du CongrÃs s'exprimer sur les problÃmes auxquels ces derniers sont confrontÃ©s, notamment les municipalitÃ©s locales qui prennent en charge les coÃ»ts de la contamination et les rÃ©percussions potentiellement sur les contribuables, les consommateurs et les usagers. Ã€ mesure que l'agence mettra en œuvre la rÃ©gle de 2024, l'EPA continuera Ã recueillir des informations sur ses coÃ»ts et ses avantages. La solution la meilleure et la plus durable Ã ce problÃme est une modification lÃ©gislatrice visant Ã protÃ©ger les rÃ©cepteurs passifs contre toute responsabilitÃ©, que l'EPA appliquerait Ã la lettre. L'EPA propose son assistance technique au CongrÃs sur cette question.

EPA